



HAL
open science

L'arme monétaire et financière existe-t-elle ?

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'arme monétaire et financière existe-t-elle?. Congrès de Association Internationale des Economistes de Langue Française, Association Internationale des Economistes de Langue Française, Jun 1987, Fribourg, Suisse. hal-03042614

HAL Id: hal-03042614

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03042614>

Submitted on 7 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'arme monétaire et financière existe-t-elle ?

Jacques Fontanel

Colloque de l'Association Internationale des Economistes de Langue
Française,
Fribourg 2 Juin 1987 ;
Disponible au Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale,
Université des Sciences Sociales de Grenoble
Septembre 1987.

Résumé : L'utilisation de l'arme économique et monétaire n'est pas un fait nouveau dans les relations internationales. Cependant, les instruments de la concurrence et de la compétition, notamment dans le secteur privé, ne constituent pas en soi des armes. Les économistes libéraux ont même considérés que la généralisation de l'économie de marché était un facteur de paix. Cependant, aujourd'hui, la monnaie exerce des effets de domination et le dollar est un instrument de puissance pour les Etats-Unis, même s'il n'est pas toujours bien contrôlable. Les économistes marxistes, les mercantilistes et néo-mercantilistes mettent en évidence la violence de la monnaie, avec ses effets de domination et les crises du système financier international.

Summary: The use of economic and monetary weapons is not a new development in international relations. However, the instruments of competition and competition, particularly in the private sector, do not in themselves constitute weapons. Liberal economists have even considered the generalisation of the market economy as a factor of peace. Today, however, the currency exerts dominating effects and the dollar is an instrument of power for the United States, even if it is not always well controllable. Marxist economists, mercantilists and neo-mercantilists highlight the violence of the currency, with its domination effects and the crises of the international financial system.

Mots clés : Arme monétaire, arme financière, effet de domination
Monetary weapons, financial weapons, domination effect

Les phénomènes économiques et monétaire jouent un rôle déterminant dans les relations humaines, mais leur compréhension et surtout le champ de leur contrôle par les hommes et les Etats s'est singulièrement amenuisé. Paradoxalement, c'est dans ce contexte que l'idée de l'existence de l'arme économique est revenue sur le devant de la scène internationale. Deux raisons peuvent expliquer ce phénomène ; d'une part, la dissuasion nucléaire diminue les potentialités de conflits militaires et les stratégies obliques constituent un échappatoire à la violence inhérente à la coexistence pacifique de deux systèmes antagoniques et au partage inégal des richesses mondiales ; d'autre part, les gouvernants cherchent à expliquer les graves problèmes auxquels ils sont confrontés par la conduite agressive des autres Etats. L'idée de l'arme économique ne répond pas seulement à la volonté ponctuelle d'un Etat d'affaiblir un pays ennemi, elle s'applique aussi à toutes les situations de concurrence, de compétition, de conflits dans lesquelles l'objectif d'une au moins des Parties n'est pas d'améliorer le bien-être de la population, mais d'accroître sa puissance économique et stratégique relative par rapport aux autres Etats. Il ne s'agit donc plus d'optimiser une production ou le bien-être à court terme, mais plutôt d'établir des rapports de force entre les Nations.

L'utilisation de l'arme économique dans les relations internationales n'est pas un fait nouveau. L'embargo, le blocus, le gel ou la saisie d'avoirs étrangers ont toujours été pratiqués, mais ils étaient décidés dans les périodes de guerre ou de menace de guerre. L'équilibre de la terreur favorise l'essor de la stratégie indirecte par rapport à l'action militaire et l'arme économique exerce un effet d'éviction de la violence armée. En outre, les actes de chantage et de rétorsion se sont banalisés, alors qu'autrefois ils auraient été considérés comme des "casus belli". L'arme économique est un instrument d'actions sélectives dans les confrontations Est-Ouest et Nord-Sud. Cependant, si l'arme de l'embargo est assez bien connue, il n'en va pas de même de l'arme monétaire et financière, dont le contenu même n'est jamais clairement précisé. Pourtant, depuis la contestation de la théorie quantitative de la monnaie, les économistes s'accordent à penser qu'au moins à court terme la monnaie agit sur les facteurs réels et financiers des économies nationales. Cependant, les analyses sont restées très théoriques ou technicistes et elles n'ont pas perçu la monnaie comme instrument de pouvoir. Pourtant, les relations monétaires inter-étatiques peuvent être le lieu de conflits qui débordent le simple domaine économique et

financier, pour constituer, pour les pays les plus puissants, une force stratégique parmi d'autres.

La monnaie est d'abord un instrument de pouvoir à l'intérieur du pays où la monnaie a cours obligatoire. ; la monnaie est même considérée comme une expression de la souveraineté nationale. L'Etat a le droit régalién de frapper la monnaie. Dans ces conditions, les phénomènes monétaires et financiers sont étroitement associés à la politique d'ensemble des gouvernements. La question reste posée de savoir si la monnaie exerce en elle-même un pouvoir ou si celui-ci n'est que le miroir de phénomènes réels plus fondamentaux ? En période d'étalon-or, le fonctionnement quasi-mécanique des phénomènes spécifiquement monétaires semblait évacuer tout rapport de pouvoir. Depuis la dernière guerre mondiale et principalement à partir des accords de Bretton Woods, des crises monétaires profondes et nombreuses qui ont secoué l'économie mondiale n'ont été qu'une expression parmi d'autres des rapports de force entre plusieurs protagonistes : les Etats, les firmes multinationales, les organisations internationales, les grands spéculateurs internationaux, principalement. Ces protagonistes ne sont d'ailleurs pas toujours faciles à identifier dans leurs fonctions ; il arrive en effet que des spéculateurs soient en même temps des firmes multinationales ou des Etats (ou leurs représentants), que les Etats représentent les intérêts particuliers de firmes multinationales ou de spéculateurs ou que les institutions internationales officielles ne traduisent que les rapports de force des agents monétaires et financiers principaux du monde contemporain.

Le concept d'armes a tendance à se confondre avec ceux de compétition ou de concurrence. Une arme est généralement définie comme un instrument d'attaque ou de défense. Elle a pour objectif de détruire, de contraindre, de nuire dans le cas d'intérêts opposés. C'est un moyen d'action destructif ou dissuasif de combat, destiné à imposer une volonté ou de lutter contre une domination ou une tentative de domination par la force. La concurrence pure et parfaite est une norme de fonctionnement de l'économie. Elle n'engendre aucun rapport de forces. Elle fait régner l'harmonie, matérialisée par l'absence de toute asymétrie des intérêts. Dans les faits, ce type de concurrence n'existe pas. La compétition n'est pas nécessairement synonyme de conflit, mais sa forme exacerbée, celle qui s'exprime directement entre deux entreprises rivales, ressemble à la guerre économique, puisqu'il y a risque de disparition d'un des rivaux. Cependant, le motif qui sous-tend l'action reste le profit à long terme de l'entreprise.

Lorsqu'une firme en situation de concurrence pure et parfaite établit son prix à son coût marginal, elle répond à une logique économique, au même titre que la détermination d'un prix équivalent au coût moyen pour un monopole. Dans ces cas, les mécanismes économiques fonctionnent rationnellement. Par contre, on parlera d'armes économiques, lorsque ces règles sont modifiées à des fins stratégiques de rapports de forces. En d'autres termes, la définition d'une arme économique est étroitement dépendante de l'intention des actions des Etats, notamment lorsque la volonté de détruire est supérieure à celle de construire. Un moyen économique ne devient une arme que s'il est dévié de son utilisation normale pour nuire à ou combattre un adversaire nommé désigné. Au

niveau des Etats, qui disposent du monopole de la violence, un instrument économique peut devenir une arme dans la mesure où il est utilisé, avec d'autres moyens, sous forme de menace, de semonde, de défense ou d'attaque, comme un instrument de la politique internationale. Il n'y a d'armes économiques que dans les intentions, au niveau des Etats et dans le cadre d'un arsenal d'instruments comprenant des moyens militaires, culturels, technologiques, politiques et économiques. L'agresseur doit être capable de toucher directement ou indirectement son ennemi potentiel. Il est donc nécessaire d'avoir une bonne maîtrise de l'arme. Le problème de l'utilisation de l'arme économique réside dans la difficulté à mettre en évidence l'ensemble de ses effets.

I - LES INSTRUMENTS DE LA CONCURRENCE ET DE LA COMPETITION NE SONT PAS DES ARMES

La concurrence et la compétition économiques ne peuvent pas s'apparenter à la guerre. Les pensées libérales, classiques et néo-classiques ont toujours assimilé les normes capitalistes à une condition de la paix et de la justice universelles. La monnaie est un voile, elle ne peut être assimilée à une arme.

A) Le paradigme pacifiant de l'économie

La guerre et les conflits sont habituellement négligés par les économistes.

1) Les Classiques

De David Ricardo à Adam Smith, la tradition économique conclut à l'harmonie des intérêts économiques internationaux dans le cadre de l'économie de marché. L'Etat est souvent encore perçu comme la somme d'agents poursuivant collectivement des intérêts strictement individuels. Au plan international, la prise de conscience des intérêts commerciaux des Nations est un facteur déterminant de la paix. Même en temps de guerre provoquée par des facteurs politiques ou militaires, les belligérants ont intérêt à commercer pour accroître leur développement économique. Cependant, en rejetant dans les hypothèses habituelles toute idée de conflit dans le concept de concurrence pour ne retenir que les éléments de complémentarité (et non ceux d'exclusion) et en négligeant le rôle économique de l'Etat, la théorie classique ne peut alors insister sur la possibilité d'une arme économique dans un univers a-conflituel dans lequel aucun agent central, représentant un groupe social, ne peut exercer un pouvoir économique centralisateur. Il ne faut pourtant pas caricaturer cette pensée. L'économie peut avoir une incidence sur la violence militaire. D'abord, seuls les Etats économiquement forts peuvent se doter d'une puissance militaire dominante, mais l'excès des dépenses militaires improductives conduit à un appauvrissement de la Nation. Ensuite, selon Adam Smith, l'esprit de monopole et la colonisation sont des facteurs de réduction des libertés et de frein au développement des richesses des Nations. Enfin, selon Ricardo, l'embargo n'est souhaitable que pour les produits non-substituables, pour lesquels la loi des coûts comparatifs n'existe pas. Autrement dit, les facteurs économiques influencent les données stratégiques, notamment en fournissant les moyens financiers de la défense (trésor de guerre) et en créant des goulots d'étranglement pour les produits non-substituables. Cependant, la mise en place des règles du capitalisme favorise l'émergence de l'harmonie universelle et elle supprime toute velléité d'application, aux facteurs économiques, des règles stratégiques. Partisans de la théorie quantitative de la monnaie, les Classiques vont considérer que la monnaie est un voile, ce qui lui enlève tout caractère d'arme.

2) L'analyse néo-classique

- Pour Walras la monnaie se ramène à une marchandise dont la quantité détermine le niveau général des prix. Dans le système rationnel walrassien, la monnaie intervient après les résultats de l'échange, de la production et de la capitalisation. La valeur de la monnaie se définit lorsque l'équilibre général est déterminé à partir du marché des biens et services. La concurrence pure et parfaite élimine toute idée de conflit. L'hypothèse de la double dichotomie suppose la monnaie neutre et de ce fait incapable de servir d'instrument stratégique de défense ou d'attaque à l'encontre d'un adversaire étatique potentiel.

- Pour les théories de l'échange concurrentiel, l'économie de marché engendre un monde de paix. Les unités économiques individuelles sont théoriquement impuissantes à créer des rapports de domination. La concurrence n'est pas une situation conflictuelle, car elle assure la liberté des parties, l'égalité des situations et l'équivalence des prestations. La concurrence suscite à terme la complémentarité des intérêts des co-échangistes et l'Etat n'exerce dans le domaine économique qu'une influence limitée aux grands équilibres macroéconomiques fondamentaux à court terme. Au nom de la théorie de Modigliani et Miller, dans un univers néoclassique parfait, la structure financière importe peu, seul compte le rendement réel du capital. Les modèles de croissance qui introduisent la monnaie ne considèrent que la monnaie externe. La monnaie et le crédit bancaire ne semblent jouer aucun rôle dans l'économie.

- En l'absence de l'hypothèse de concurrence pure et parfaite, l'arme économique n'est toujours pas acceptée. Ainsi, le monopole maximise son profit en fonction de la demande. La demande est une donnée qui s'impose à lui, au moins à court terme. Le monopole n'est pas en conflit avec la demande. Ils expriment tous deux les résultantes de comportements rationnels, a-conflictuels, même si leurs intérêts sont opposés. En fait, dans la relation entre les consommateurs et le monopole toutes les règles d'action sont connues et acceptées. Il y a un caractère inéluctable au résultat économique obtenu du fait de l'impuissance des agents économiques à agir différemment de la fonction qui leur est attribué. Le jeu social est parfaitement connu, il n'y a pas de place pour les luttes ou les conflits qui ne peuvent prendre leur source que dans l'incertitude, l'insuffisance d'information et la possibilité, pour un agent économique, de modifier son comportement. Il n'est pas vraiment possible de parler d'armes économiques, car l'objectif poursuivi par l'entreprise est la maximisation du profit à long terme et celle-ci passe par la disparition ou l'affaiblissement de ses concurrents. La firme ne souhaite pas utiliser ses instruments et pouvoirs commerciaux à des fins politiques. Dans ces conditions, il ne s'agit pas d'une véritable guerre économique, mais plutôt d'une exacerbation de la concurrence vécue et de la recherche à long terme du profit. Très paradoxalement, dans ce monde capitaliste libéral, l'homme économique n'a aucune liberté, puisque ses actions satisfont d'abord la fonction qu'il doit remplir. D'une certaine manière, l'homme est analysé comme une machine désirante, au sens qu'en donnent Deleuze et Guattari (1). "Il ne vit pas la nature comme nature, mais comme processus de

production. Il n'y a plus ni homme, ni nature, mais uniquement processus qui produit l'un dans l'autre et couple les machines... Si bien que tout est production..." . Ce raisonnement vaut pour toutes les situations de compétition imparfaite. . L'arme économique suppose une volonté de différence, la concurrence imparfaite suggère plutôt des comportements qui s'adaptent rationnellement aux conditions économiques réelles sans référence à la stratégie globale des Etats. Dans ce contexte, le résultat économique est perçu sous sa forme absolue, alors que l'arme économique se préoccupe d'abord des résultats relatifs des opposants. Si l'économie peut constituer un instrument de puissance, elle n'en est pas moins d'abord déterminée par la production des richesses, les conflits apparaissant comme une dégénérescence de la rationalité économique. Dans ces conditions, l'arme économique et donc l'arme monétaire n'existent pas.

- Milton FRIEDMAN renoue avec la théorie quantitative de la monnaie. L'inflation est un phénomène monétaire, même si la monnaie n'est pas seule à jouer un rôle. Les gouvernements sont soumis à de continuelles pressions pour dépenser plus et prélever plus d'impôts. L'inflation est la seule forme d'impôts qui peut être mise en oeuvre sans que personne ait besoin de voter pour elle. En outre, l'Etat est rendu responsable du chômage, il accroît alors ses dépenses par la création monétaire. Enfin, les banques centrales ont contrôlé le taux d'intérêt et ce faisant, elles ont créé l'inflation, et accru à nouveau les taux d'intérêt. Il n'y a inflation que si un pouvoir d'achat excessif est créé. D'autres éléments participent à cette inflation, comme la formation des anticipations ou la fuite devant la monnaie, mais pour lutter contre l'inflation, il faut limiter la création de monnaie et faire confiance au marché. Le monétarisme friedmanien conduit à des recommandations claires : réduction du rôle de l'Etat (fiscalité, déficit budgétaire, déréglementation), flottement libre du cours des changes et politique stable de croissance monétaire. Il convient donc de ne pas mélanger les considérations politiques et stratégiques et les impératifs économiques, à moins d'aller à l'encontre des règles du capitalisme. Dans ces conditions, l'arme monétaire ne peut pas exister dans un système libéral.

B) La monnaie et les conflits économiques

Plusieurs théories voient dans la monnaie une variable économique active, qui répond d'abord aux contraintes économiques de compétition, parmi lesquelles l'analyse keynésienne, l'analyse de la monnaie comme facteur d'exportation de ses propres difficultés économiques, les effets assymétriques du dollar selon Bourguinat et l'importance des facteurs stratégiques dans la demande d'une monnaie.

1) L'analyse keynésienne

- Pour Keynes, la monnaie n'est plus une marchandise, mais une liquidité, un pouvoir d'anticipation. La monnaie est un lien entre le présent et l'avenir et donc elle n'est pas neutre. Keynes va prendre conscience de l'organisation et de l'information, mais il ne les

introduit pas comme variable endogène de son système. Il insiste sur le rôle politique de l'Etat, mais il n'étudie pas la dialectique du pouvoir économique. Il intègre une hiérarchie constante des pouvoirs et il ne la remet pas en cause. Pourtant, au moment de Bretton Woods il a insisté pour créer une institution internationale destinée à favoriser l'investissement dans l'économie mondiale, reconnaissant implicitement l'existence éventuelle d'une demande effective mondiale à dynamiser par l'investissement. Keynes souhaitait doter le monde d'un système monétaire international qui permette le plein emploi et le développement de tous les pays membres. Il voulait se débarrasser de l'or pour le bancor simplement gagée sur l'or. L'International Clearing Union aurait effectué la compensation multinationale des créances et dettes bilatérales des Etats, organisé l'action des crédits d'investissement entre pays et créé des liquidités internationales. Ainsi, l'économie internationale aurait été dotée d'institutions monétaires. Cette institution apparaissait à Keynes comme le seul moyen de contrebalancer le pouvoir économique et monétaire des USA. Keynes pensait "qu'on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités de fortune, mais non les disproportions aussi marquées qu'à l'heure actuelle. Il existe des activités humaines utiles qui, pour porter tous leurs fruits, exigent un aiguillon du lucre et le cadre de la propriété privée... Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens". Autrement dit, les inégalités de répartition des revenus et des patrimoines sont des facteurs de liberté qui réduisent les conflits intra et interétatiques. La monnaie n'est toujours pas conçue comme une arme, comme un instrument de domination extraéconomique.

2) La monnaie, instrument économique inégalitaire

- Les théories des relations économiques internationales classiques ne retiennent pas l'idée de l'existence de l'arme économique. Ainsi la théorie de la croissance par le commerce extérieur considère que toute croissance d'un pays se traduit par la recherche d'une compétitivité accrue. Les exportations d'un pays constituent des importations pour les autres pays, ce qui, pour des pays à structures de production substituables sont autant de fuites du multiplicateur. La compétition entre les Nations est alors une lutte pour le niveau de vie, l'emploi ou la croissance. L'Etat agit sur le taux de change, sur les subventions à l'exportation ou les droits de douane à l'importation, sur les contrôles qualitatifs et quantitatifs (contingentement), etc... Ces mesures sont prises au détriment des pays exportateurs ou importateurs et l'apparition d'un conflit est alors possible. Pourtant, ce conflit d'intérêt n'est pas un conflit militaire, c'est le résultat de la compétition réelle. Les Nations ne cherchent pas à se nuire, elles souhaitent plutôt se développer. Les décisions de politique économique ne sont pas des armes, car elles ne cherchent pas vraiment à détruire ; elles s'efforcent de protéger ou de construire. Pourtant, à partir du moment où l'on parle de protection d'une entreprise nationale, on parle aussi de défense et dans ces conditions la distinction entre les moyens de la compétition praticable et les armes économiques de défense devient délicate. La monnaie, par l'intermédiaire du taux de change, participe à cette compétition et son rôle est alors réglementé par des organisations internationales et des négociations fréquentes, mF0613eme e

situation de changes flexibles. Cependant, la monnaie n'est toujours pas considérée comme une arme, elle est conçue comme un facteur de la compétition qu'il convient de réglementer pour éviter les mouvements erratiques qui ne manqueraient pas de réduire le commerce international et à provoquer des crises économiques et monétaires graves.

3) L'analyse d'Henri Bourquinat

- Pour Bourquinat, les crises monétaires existent, avec des stratégies d'action et de réaction des Etats et des grandes firmes et banques transnationales, mais elles se cantonnent dans le domaine strictement économique. Actuellement, on assiste à l'essor d'une économie de placement de titres négociables. Géographiquement, le recentrage s'est d'abord fait au profit des Etats-Unis, grâce surtout aux fameux guichets bancaires internationaux avec exonération de l'obligation de réserves. Le sanctuaire américain offrait la sécurité tant appréciée, avec des taux de rendement anticipés attractifs eu égard aux différentiels d'intérêt et à la hausse du dollar de l'époque. Lorsqu'il est devenu patent que le déficit budgétaire devait être financé par l'extérieur, le gouvernement américain supprimera la retenue à la source sur les intérêts des obligations détenues par les non-résidents. Pour les USA, pays émetteur du dollar, le fait d'emprunter et de rembourser dans sa propre monnaie l'exonère pour un temps de sa contrainte de bouclage des flux. Or, la confiance des étrangers peut alors s'éroder et la sécurité financière des placements s'altérer brusquement, le système bancaire américain n'étant pas à l'abri de tout risque. En outre, le recours aux financements extérieurs dont il faut supporter la charge d'intérêt vient abaisser le niveau de vie des américains, malgré le privilège exorbitant de l'endettement dans sa propre monnaie. S'il y a dépréciation du dollar, ce sont les créanciers qui en supportent les conséquences, qui sont peu à peu combattues par l'innovation financière. La nouvelle finance repose pour l'essentiel sur du papier court renouvelé, avec une forte innovation financière et un essor de la titrisation. La poussée de ces innovations érode la portée des agrégats monétaires en tant qu'indicateurs de la politique monétaire et oblige à des redéfinitions régulières. L'accès au crédit perd de son importance pour la transmission des effets de la politique monétaire au détriment de la filière taux de change-taux d'intérêt, ce qui donne un rôle accru aux autorités monétaires sur l'équilibre externe par rapport à l'équilibre interne et à utiliser le taux de change comme instrument principal de la politique monétaire. L'économie d'endettement s'adapte une fois de plus aux exigences de l'économie américaine devenue emprunteur net et réduit la portée des mécanismes de contrôle et l'obligation d'ajustement du système financier international. Le dollar favorise le développement des Etats-Unis, il est même, en tant que monnaie internationale, un privilège exorbitant pour la puissance économique américaine. Cependant, il n'est pas vraiment utilisé à des fins stratégiques, c'est-à-dire pour réduire la puissance d'un Etat, au détriment éventuel de son propre développement.

4) Les composantes stratégiques de la puissance d'une monnaie

- Enfin, la plupart des analystes de relations économiques internationales considèrent généralement l'impact des politiques stratégiques et militaires sur les actifs monétaires et financiers. Les exemples des liens entre l'effort de défense et la force d'une monnaie sont nombreux. Ainsi, l'engagement militaire américain au Vietnam en 1964 va déclencher une hausse des prix, une hausse des taux d'intérêt, et une perte de confiance dans le dollar. Le Secrétaire d'Etat du Trésor John Connally développe en 1970 la thèse de la diminution de la puissance économique des Etats-Unis due à la surévaluation du dollar, aux restrictions opposées aux exportations agricoles et industrielles américaines et au refus des européens d'assurer une part équitable des dépenses de défense. De nos jours, la montée de risque-pays vient interférer avec les rendements et les coûts relatifs ; autrement dit, la situation militaire et stratégique des pays est un facteur important d'importation des capitaux et de bonne tenue de la monnaie nationale sur le marché des changes. Enfin, du fait des phénomènes de contagion, en environnement incertain, le mimétisme est la seule conduite rationnelle. Dans ces conditions l'existence d'une arme monétaire est d'autant plus discutable qu'il est pratiquement impossible de contrôler ses effets. La monnaie n'est pas une arme, c'est une variable économique nécessaire au développement économique. D'autres auteurs analyseront la monnaie comme un instrument de domination ou de production d'effets asymétriques.

II - LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT, INSTRUMENTS D'EFFETS ASYMETRIQUES

Les conflits économiques ne sont pas nécessairement de nature différente des conflits militaires. La défense d'un pays ne peut s'expliquer que par son désir de conserver son unité et sa souveraineté et de développer ses richesses et son bien-être. Dans ces conditions, la question est alors de savoir si la guerre est un phénomène "continu" ou "discret". Le monde contemporain est marqué par la course aux pouvoirs et à la puissance, dans le cadre d'une lutte de deux systèmes antagonistes. La puissance économique est d'ailleurs une condition de la puissance militaire et il n'est pas, à long terme, de pays fort militairement qui ne trouve sa source dans une économie prospère, à moins d'entrer dans les conflits armés avant l'apparition de la crise économique. Il existe un lien étroit entre la force économique et la force militaire, la première étant la condition de la seconde et la seconde servant historiquement de base aux conflits armés ou à l'apparition d'effets de domination, s'exerçant notamment dans le domaine économique. L'économie contemporaine est un champ de guerre. Dans ces conditions, la monnaie peut à la fois servir à améliorer la situation économique des Etats à monnaie forte et à renforcer indirectement la force stratégique de ces Etats.

L'analyse économique fortement dominée par les pensées keynésiennes et néo-classiques est réticente à introduire les variables économiques comme éléments non négligeables de la stratégie globale des Etats dominants. Pourtant, il existe des réflexions économiques, notamment celle de François Perroux, qui élargissent leur horizon d'analyse et qui introduisent les effets de domination.

A) Le dollar, instrument de puissance pour les Etats-Unis

Tout pays dominant impose sa monnaie au monde, c'est la leçon de l'histoire. Les USA représentent 16 % du commerce et 25 % du PNB mondial. Le dollar est toujours l'unité de passage obligé du marché inter-bancaire et il libelle encore près des 4/5 des avoirs en engagements internationaux des euro-banques et il ne saurait être traité comme une autre monnaie ; c'est la monnaie-clef du système capitaliste contemporain. Comment une monnaie nationale gérée et régulée en fonction des seuls déterminants nationaux peut-elle être reconnue comme instrument véhiculaire par presque tous les autres pays ? Le statut international du dollar est celui d'une monnaie nationale qui devient le support d'opérations ne la concernant pas et dont le devenir est essentiel au développement économique de l'ensemble des Etats-Nations.

1) Le dollar comme monnaie internationale

L'utilisation d'une monnaie nationale comme monnaie internationale répond à plusieurs impératifs :

- la monnaie nationale doit être sur un large marché susceptible d'absorber les chocs exogènes. Il faut que le pays émetteur ait une balance des capitaux durablement positive permettant d'alimenter le circuit financier international.

- Elle doit susciter la confiance et le renversement de la loi de Gresham. La bonne monnaie internationale chasse la mauvaise. Il est nécessaire qu'elle satisfasse à la condition de stabilité-prédictibilité. A partir de 1971, le dollar a connu une crise de confiance. En 1978, le dollar n'était même plus l'unité officielle reconnue par le FMI, il cédait sa place au DTS, étant devenu un étalon fondant qui ne satisfaisait plus à la condition de la stabilité-prédictibilité. Depuis quelques années, il y a un intérêt croissant à prévoir des clauses de change permettant d'atténuer l'influence de l'instabilité du numéraire. Aujourd'hui pourtant, le dollar continue à exprimer la valeur sur le plan international, car l'économie américaine structure fortement les grands marchés des produits et d'actifs financiers. Le dollar n'est plus l'instrument idéal, mais en tant qu'instrument des échanges et des opérations financières sa fonction internationale se maintient. La suprématie du dollar comme moyen d'échange est incontesté dans les facturations, notamment pour les PVD et les pays de l'Est.

- La monnaie internationale doit jouer le rôle de numéraire et servir d'étalon des valeurs. C'est aussi un instrument de compensation. Jusqu'en 1971, la convertibilité à deux paliers se fondait sur un dollar considéré équivalent à l'or. Pourtant, les engagements américains étaient sans commune mesure avec leur stock d'or et on peut alors se demander pourquoi ce dollar très instable est resté le commun dénominateur des transactions mondiales ? La décision de Nixon de ne plus accepter la convertibilité du dollar en or peut s'apparenter à un coup de force frauduleux, dont les frais ont été intégralement assumés par les créanciers. Pourtant, du fait de l'existence de quantités énormes de balance-dollars, il était impossible de modifier profondément, dans le court terme, le rôle du dollar comme monnaie internationale. Dans ces conditions, les Etats-Unis recevaient un avantage extraordinaire du rôle international du dollar, puisqu'ayant échangé du dollar contre de l'or à un prix conventionnel très bas, ils pouvaient conserver leur or en l'échangeant éventuellement au prix du marché de l'or. Cette décision enrichissait le patrimoine américain, en diminuant l'ampleur de ses dettes et en accroissant son patrimoine.

- Le dollar est aussi un instrument d'accumulation des réserves officielles des banques centrales ou privées. Son degré de diffusion est une base de son acceptation comme monnaie internationale. Le pays d'émission de cette monnaie doit jouer un rôle important d'intermédiation, apporter la garantie de liquidité et de solvabilité. Cette fonction de banquier du monde implique une balance des capitaux négative ; les pays étrangers doivent être créanciers du pays-centre en termes d'actifs liquides et trouver auprès de lui des capitaux longs. L'idée fondamentale est qu'en contrepartie du privilège d'émettre de la monnaie internationale, le pays qui en est responsable doit être prêteur en dernier ressort du système. Dès 1983, les flux de capitaux entrant aux USA excède ceux qui en sortent, ce qui rend difficile le

bouclage du circuit financier international. Pour le gouvernement américain, la force persistante du dollar reflète l'amélioration fondamentale de la politique économique américaine, avec des performances et des perspectives qu'on ne trouve pas dans d'autres pays. L'argument de havre de sécurité est alors invoqué. Dans ces conditions, l'effort militaire américain est le garant de la valeur de la monnaie. Pourtant, le reflux ne manque pas d'apparaître. L'endettement de l'économie américaine atteint 250 milliards de dollars à la fin 1986 et près de 1000 milliards de dollars de dettes extérieures sont prévus à la fin de cette décennie. Les Etats-Unis sont devenus débiteurs nets en stock, alors qu'en 1978, le stock de créances à l'étranger était 40 % supérieur à ceux de l'étranger, avec une réduction des créances sur l'étranger. La cause n'en est pas seulement le différentiel de croissance et de flexibilité de l'économie américaine. Pour les Etats-Unis, pays émetteur du dollar, le fait d'emprunter et de rembourser dans sa propre monnaie l'exonère pour un temps de sa contrainte de bouclage des flux. La confiance des étrangers peut s'éroder à terme, et la sécurité financière des placements s'altère brusquement. S'il y a dépréciation du dollar, ce sont les créanciers qui en supporteront les conséquences. En 1971, les Etats-Unis avaient réussi à ne pas payer leurs dettes. Sans doute vont-ils s'attacher à trouver une solution permettant de réduire les effets de leur endettement actuel. Pourtant, l'utilisation de l'arme monétaire n'est pas facile dans la grande situation d'incertitude des économies contemporaines.

2) Le gouvernement des Etats-Unis contrôle-t-il encore la force du dollar ?

Cependant, le temps d'un monde fini et interdépendant a commencé, caractérisé par un mimétisme des consommations, une généralisation des méthodes de production et une uniformisation de l'espace-temps avec l'extraordinaire montée des moyens de communication et de l'information. Un méga-marché mondial aux extraordinaires potentialités de création et de mobilisation de fonds prêtables est en train de se constituer, avec une perte d'identité des euro-marchés. Les bourses flambent et l'imagination débordante des financiers crée de nombreux produits très sophistiqués. On assiste à une montée incontestable de la spéculation financière et "au capitalisme du cow boy". Les swaps limitent les risques de change et représentent aujourd'hui plus de 200 milliards de dollars. Chaque transaction commerciale peut donner lieu jusqu'à une douzaine d'opérations sur devises. L'économie financière s'exalte au moment même où l'économie réelle stagne. L'investissement industriel est moins profitable que l'investissement financier. L'affaiblissement des variables de contrôle est dû au financement du déficit budgétaire américain, aux erreurs de l'administration du dollar (notamment en ce qui concerne le taux de change) et aux rééchelonnements en cascade et la perpétuation de la dette du Tiers-Monde. Deux phénomènes contemporains remettent en cause la suprématie du dollar : l'endettement des pays du Tiers-Monde et l'endettement des Etats-Unis.

a) L'endettement des pays du Tiers-Monde

La dette des PVD, notamment des pays d'Amérique Latine, est devenue un problème majeur. Les banques américaines ont été les principaux créanciers et leur situation financière devient de plus en plus difficile. Les PVD avaient misé sur la croissance et l'inflation et les banques leur prêtaient à guichets ouverts dans le cadre du recyclage des capitaux. Or, l'emploi rentable des sommes empruntées était plus que douteux. Le Mexique a été le premier à déclarer un moratoire unilatéral de 90 jours sur les arrérages de sa dette. Or, les 13 banques américaines qui lui avaient prêté 14 milliards de dollars se trouvaient alors dans une situation catastrophique. La réaction a été très rapide. Le Trésor US acheta pour 1 milliard de dollars de produits primaires et 1 milliard de produits pétroliers. Les banques centrales riches sous l'égide du BRI organisèrent un bridging loan de 1,85 milliards de dollars. Enfin, les banques créancières se constituèrent en groupe représentatif et elles prêtèrent 5 milliards de dollars sous condition d'un crédit équivalent du FMI, avec conditionnalité. Les négociations furent très tendues. Près de 15 milliards de dollars supplémentaires furent prêtés au Mexique et les échéances de 20 milliards de dollars furent repoussées. Le Brésil fit alors la même demande. Pour Bourguinat, les Etats peuvent ne jamais rembourser leur dettes si elles croissent au rythme du taux d'intérêt et si le taux de croissance est supérieur à celui-ci. C'est une sorte de dette quasi perpétuelle. Le FMI, que les pays du Tiers-Monde accuse d'être dominée par les intérêts américains, conditionne ses prêts, et dans le cas d'une acceptation, le rééchelonnement des prêts est décidé. Le FMI négocie l'austérité des débiteurs contre la patience des créanciers. Il traite cas par cas. Cependant, qui dit négociation dit aussi réduction du pouvoir quasi régalién du dollar sur le monde. Dans le domaine international, la dichotomie monétaire-financier n'existe pas. Si les remboursements des dettes ne sont pas effectués, c'est l'ensemble du système monétaire international organisé autour du dollar qui s'effondrera.

b) La bulle spéculative du dollar

Si les Etats-Nations n'entendent pas sacrifier leur autonomie de décision, on assiste cependant à un affaiblissement des variables de contrôle. La libéralisation financière et le glissement des variables de commande affectent le marché des changes et les relations commerciales. Le dollar est dans la bulle spéculative, en dehors de l'influence des "fondamentaux" comme les écarts d'intérêt, les politiques monétaires et budgétaires, le solde du compte courant. La hausse ou la baisse du dollar peut se maintenir sans se référer aux rendements anticipés ou aux risques différentiels. C'est le rôle mimétique de la spéculation pure. Le cours du dollar à terme n'a jamais été un indicateur satisfaisant du cours futur. La bulle est irrationnelle, les comportements deviennent myopes, au-delà des calculs rationnels. Après 1980, la force du dollar était de plus en plus empruntée. Le déficit budgétaire a provoqué une augmentation de la demande globale aux Etats-Unis et l'effet d'éviction interne a été remplacé finalement par l'effet d'éviction externe. Le déficit de la balance commerciale est lié au déficit budgétaire. Il a favorisé les importations et découragé les exportations. A long terme, le marché s'est avéré myope et irrationnel car il n'a pas su intégrer le

c a r a c t é r e

insoutenable de ce mode d'ajustement par l'éviction de la demande externe à partir de l'appréciation du dollar.

c) La crise du dollar

Le leadership américain n'est plus ce qu'il était du fait des problèmes créés par ses déficits jumeaux. L'histoire des négociations monétaires est à méditer ; ce n'est qu'après des périodes longues de dérèglements que les grands pays mesurent les inconvénients des statu quo et acceptent les compromis, mais ils sont rapidement attirés par leur comportement nationaliste. Les USA ne peuvent plus se désintéresser de la nécessité de prendre en compte les effets externes de leurs choix monétaires. La "douce insouciance" vis-à-vis de l'extérieur ne peut qu'avoir des effets de retour négatifs sur les Etats-Unis eux-mêmes. Les américains ne sont convaincus des mérites de la coopération monétaire que lorsqu'ils ne peuvent plus s'y soustraire. Plus les effets rééquilibrants de la balance commerciale américaine tardent à se manifester, plus les Etats-Unis sont tentés d'utiliser l'arme de la dévaluation compétitive. L'Amérique a déjà montré sa capacité d'administrer le cours du dollar, notamment dans le sens de la baisse, par les ventes de dollars opérées dans le cadre d'interventions officielles. Il y a le risque insidieux de l'enclenchement d'un processus de représailles et d'apparition d'un effet de domino. Pourtant, les Etats-Unis ont eu besoin de la coopération monétaire internationale, pour faire baisser le dollar de 30 % après la réunion du 22 Septembre 1985. Les changes flottants isolent les économies, ils durcissent les frontières nationales. Les Unions monétaires se renforcent, créant de nouveaux pôles ou le maintien d'anciennes dominations. L'espace d'une union monétaire est l'oeuvre d'Etats qui s'en remettent aux règles contractuelles pour favoriser la compatibilité de leurs plans d'emploi de la monnaie. Il n'empêche qu'il existe des plans dominés et un plan dominant. C'est l'espace monétaire polarisé. La place financière n'est pas seulement un marché de capitaux, c'est un noeud de pouvoirs dans le domaine de l'information, de la monnaie et du crédit. Une quarantaine de monnaies sont rattachées directement au dollar. Le Libéria et Panama, par exemple, ont renoncé à poursuivre une politique monétaire indépendante en utilisant le dollar comme moyen de paiement intérieur. Il en résulte la suppression du paiement de seigneurage et la non protection contre les fluctuations erratiques du dollar. Mais ceci pourrait affaiblir la stabilité intérieure, car la discipline monétaire perdrait le caractère automatique qu'elle a actuellement. Le retour de la monnaie nationale n'est possible que s'il y a un assainissement des finances publiques. Le poids de l'économie américaine vient au secours du dollar.

Si les USA ne cherchent pas nécessairement à développer des effets de domination systématique à l'égard de l'Europe, le poids de leurs unités actives est tel que leurs décisions revêtent rapidement un caractère assymétrique, avec effet de domination cumulatif. Les pays à économie de marché réajustent leurs taux de change par rapport au dollar, pas l'inverse. L'effet de domination est au coeur de toute concurrence, celle-ci peut se transformer en guerre économique, monétaire, voire militaire. La monnaie est l'un des supports de l'effet de domination, car elle facilite l'effet cumulatif par l'intermédiaire du crédit à

l'investissement et l'effet de lutte par les coûts financiers qu'elle permet. Les USA sont en mesure d'imposer le prix du crédit à l'ensemble des autres unités actives nationales et internationales par le jeu des taux d'intérêt américain. Le FED par sa politique monétaire quantitative et les taux d'intérêt qu'il pratique propage un effet de domination sur les circuits monétaires et financiers des autres nations, elle oriente la spéculation internationale, ce qui entraîne de lourdes conséquences pour les économies nationales.

Le dollar reste tout puissant par rapport aux autres monnaies. Le prix du dollar est le plus important du monde. Cependant, les Etats commencent à se méfier de cette suprématie américaine. A la fin des années 50, l'Union Soviétique a été la première Nation à se méfier ouvertement du privilège du dollar. Possédant une balance commerciale excédentaire avec la zone dollar et disposant d'une forte production d'or, l'URSS s'est prémuni contre une mise sous séquestre des dépôts en dollars qu'elle avait conservé dans les grandes banques américaines. Il y a eu une délocalisation de ces dépôts à terme libellés en dollars vers Londres et Paris, créant ainsi une ébauche du marché des euro-dollars. La réaction à la domination monétaire américaine a provoqué une innovation financière qui a réduit temporairement les instruments de contrôle du financement international des Etats-Unis. Depuis une décennie, avec des vagues de reflux inhérentes à la spéculation, les opérateurs non américains cherchent à "renationaliser" la monnaie de facturation et à s'endetter en plusieurs monnaies. En cas de retournement à la baisse du dollar, les créanciers ne seraient pas soumis au seigneurage américain. La diversification des monnaies de support entraîne de facto la diminution de la charge de prêteur en dernier ressort de ce pays et une prolifération de l'arme monétaire, qui en réduit l'efficacité pour les Etats-Unis. Le problème de ce type d'utilisation de l'arme monétaire, c'est la difficulté à en mesurer tous les effets et de sa propension à développer des effets "boomerang". Il s'agit donc d'une arme dangereuse pour son utilisateur. Plus le pays émetteur de la monnaie internationale est dominant, et moins il s'expose aux mesures de représailles. La monnaie vient donc plutôt au secours de la victoire, elle affermit la domination, mais elle ne la crée pas. Il s'agit donc plus d'une arme tactique que stratégique, un instrument de complément d'autant plus maniable que la victoire est certaine.

B - LES THEORIES ECONOMIQUES DES CONFLITS ET LEUR EXPRESSION MONETAIRE ET FINANCIERE

Les conflits et les effets de domination sont relativement peu abordés par la pensée économique. Leur expression monétaire est encore plus rare. Si la pensée marxiste centre son analyse sur les conflits inhérents au capitalisme, le rôle qu'elle accorde à la monnaie et au financement est secondaire. Par contre, François Perroux analyse la monnaie comme un instrument de pouvoir.

1) L'analyse marxiste des conflits et la monnaie

La lutte des classes est le moteur de l'évolution historique des sociétés humaines ; elle manifeste l'évolution divergente des forces productives et des rapports sociaux de production. Dans ce contexte, un processus révolutionnaire surgit, transformant des rapports sociaux de production et les rendant compatibles avec le niveau de développement des forces productives. La violence n'est pas condamnable en soi, elle a permis la mise en place des rapports sociaux capitalistes et elle sera une nécessité pour leur remise en cause. L'Etat, instrument de la classe dominante et détenteur du monopole de la violence, joue un rôle fondamental dans l'accumulation primitive et dans la pérennité des rapports sociaux capitalistes. Dans ce contexte, les conflits sont au coeur même de la sphère économique. La guerre civile est inscrite dans les fibres du capitalisme. La monnaie participe à cette lutte, en tant qu'équivalent général de toutes les valeurs d'usage. La monnaie n'est pas un voile, elle est la forme vécue de la valeur des marchandises qui traduit un rapport social déterminé.

Au niveau international, l'impérialisme domine, notamment grâce aux conquêtes militaires. Pour Rosa Luxembourg, l'impérialisme naît de la surproduction permanente du capitalisme. La nécessité des débouchés extérieurs pour écouler la production qui ne répond à aucune demande solvable, afin de réaliser la plus-value, conduit aux conflits armés, à la guerre ou à la domination. Les Etats impérialistes sont en constante compétition, du fait de la réduction progressive des zones pré-capitalistes libres. L'affrontement militaire entre les grandes nations est inéluctable, en vue d'assurer les débouchés nécessaires à leur survie. L'économie est moins un moyen de la guerre qu'une cause de celle-ci.

Pour Lénine, l'impérialisme n'est pas une nécessité permanente du capitalisme, c'est le dernier stade historique du développement du mode de production capitaliste. La baisse tendancielle du taux de profit conduit à l'émergence d'un excès de capital qui ne peut s'investir dans les pays capitalistes du fait d'une rentabilité insuffisante. L'exportation de capital apparaît alors comme un remède provisoire qui permet de lutter conjoncturellement contre la baisse tendancielle du taux de profit. Il s'ensuit une suraccumulation du capital et les nations capitalistes développées luttent pour la conquête de sphères d'expansion des capitaux. Cet antagonisme conduit à la guerre mondiale.

Si l'économie n'est pas à proprement parler une arme, c'est au moins une cause fondamentale de la guerre entre les grandes puissances. On ne peut pas vraiment parler d'armes économiques, car le capitaliste comme le prolétaire, la nation développée comme la nation colonisée, chacun joue son rôle sans avoir, sauf au niveau de la révolution, de libre arbitre. Dans ces conditions, l'économie n'est pas une arme, mais plutôt une cause de guerre. Elle ne serait une arme que s'il était possible, de manière délibérée, d'agir sur elle pour contraindre l'ennemi potentiel. En réalité, ceux qui ont le pouvoir économique créent les conditions de leur disparition. Si l'économie est une arme, elle s'exerce contre celui qui la domine. La monnaie et le financement des économies participent à cette contradiction du capitalisme.

2) Le pouvoir économique de la monnaie selon Perroux

Pour Perroux, toute relation humaine est composite, faite de lutte et de coopération, de conflits et de consensus. Le pouvoir est la capacité d'imposer un vouloir propre aux choses et aux êtres humains. La monnaie devient à la fois un instrument général de pouvoir, au plan national comme au plan international, et un instrument de gestion de la domination, car elle donne à l'agent actif qui la gère la possibilité d'imposer sa volonté aux autres agents. Elle est une forme de détention de la richesse et elle accélère la vitesse de réaction des décideurs. La monnaie entraîne des inégalités qui se perçoivent au niveau des plans, de leur coordination, de leur déroulement.

Les mécanismes de l'économie ne sont, en fait, que des habitudes ou des règles sociales. Les agents économiques vivent dans l'incertain et les anticipations. Pour Perroux, l'économie est l'aménagement, en vue de l'avantage de chacun et de tous, des rapports humains par l'emploi de biens rares, socialement et approximativement quantifiables et comptabilisables. Les agents cherchent à s'assurer la position dominante dans la société. Il y a trois degrés d'action de l'unité active :

- l'influence, transmission d'information de A vers B, B pouvant la refuser,
- la dominance, B ne pouvant se soustraire à l'action de A pendant la période considérée,
- la domination par l'effet des structures et des institutions. A exerce régulièrement son action sur B.

Ces effets se propagent grâce aux réseaux d'information et les affrontements prennent la forme de "luttres-concours". La monnaie se situe au coeur de l'hétérogénéité, de l'asymétrie et des conflits de pouvoir entre agents. Elle permet à un agent de modifier son environnement. La gestion de la monnaie nationale, comme celle des monnaies internationales, s'insère dans les luttres-concours de la domination. Dans l'univers hétérogène des biens et des agents, la monnaie n'est qu'un instrument imparfait d'homogénéisation.

Elle a plusieurs fonctions :

- C'est un instrument général de pouvoir, qui donne à l'agent qui la gère la possibilité d'imposer sa volonté aux autres agents ou unités, en fonction de leur vulnérabilité.

- C'est un instrument de gestion de la domination qui permet d'acquérir une position dominante. L'effet de domination ne vient pas de la monnaie elle-même. C'est la capacité d'action qui confère à l'agent sa force en se servant de l'instrument de pouvoir de la monnaie. L'effet de domination monétaire des Etats-Unis n'est pas due à la masse monétaire détenue par les institutions monétaires et financières américaines, mais à la structure et à l'organisation de ces institutions, à leur réseau mondial d'information et à leur volonté de s'imposer en utilisant la monnaie, l'innovation financière et le taux d'intérêt comme moyens d'action.

- La politique monétaire sera, au niveau national, le résultat des tentatives de conciliation destinées à rendre compatibles les plans d'emploi de la monnaie des agents économiques dominants. Pour Perroux, la non-dichotomie est la réalité.

Au niveau international, il n'existe pas d'espace monétaire homogène et structuré. La monnaie a un rôle essentiel dans la définition de l'ordre international. Le dollar est la monnaie mondiale. Le découpage est profondément dissymétrique : une zone dollar qui recouvre l'économie primaire et l'économie-monde, des zones monétaires nationales distinctes dans l'économie domestique, gérées chacune par un système monétaire national. L'économie monde est retenue par un cordon ombilical aux USA. Pour éclairer les faits de dépendance des flux perturbateurs de capitaux à court terme, Perroux aborde les problèmes des masses de capitaux considérés, du caractère spéculatif ou non des offres et des demandes relatives à ces masses, du contenu et des limites du mécanisme régulateur des taux d'intérêt et de leur structure, et des relations entre les inégalités de structures économiques et financières et l'effet des mouvements déstabilisants à court terme. Une économie vulnérable économiquement subit des pressions politiques indéniables, les flux perturbateurs se présentant différemment selon le degré de développement des pays. Lorsqu'il y a inégalités entre les structures, entre les nations, les déséquilibres ne rendent aucunement compte des prétendus mécanismes régulateurs des marchés des capitaux.

Les devises clefs sont liées à l'organisation structurelle du marché, elles ne sont pas le résultat d'une économie marchande, mais d'une conception du marché où existent des effets de domination. Les marchés sont des organisations, des réseaux hiérarchiques d'information et finalement des règles du jeu. Il s'agit de fixer ces règles, notamment "celles du jeu monétaire, d'établir des institutions, c'est-à-dire des armistices entre monnaies qui se combattent, on n'évite pas l'inégalité des Etats nationaux". Puisque les échanges internationaux font intervenir des méga-structures ou agents, les nations ou ensembles organisés cherchent, par les moyens monétaires notamment, de défendre leurs structures préférées contre l'extérieur.

La concurrence implique l'inégalité, l'ouverture ou la permanence et la lutte. C'est le premier élément de la concurrence, qui est donc relié à

l'effet de domination. Le deuxième élément, c'est la création et la sélection, c'est-à-dire une influence asymétrique et irréversible. L'effet de domination est intérieur à la concurrence ; l'échange est soumis à la violence économique, dans le cadre des règles de jeu fixées par la loi et les moeurs. L'équilibrage monétaire est instable car il n'est que l'expression, à un moment donné, des rapports de force et donc de domination entre les institutions monétaires, financières et autres unités actives à l'intérieur et à l'extérieur des nations. Les stratégies des stocks de monnaies internationales des unités actives dominantes ne peuvent être que les moyens au service de stratégies plus générales de domination. Les Etats-Unis utilisent leur monnaie comme instrument de pouvoir, à travers les institutions internationales coordonnées. La sélection peut conduire à la guerre économique et à la guerre monétaire.

L'hypothèse de l'existence d'une arme économique est étroitement liée à la reconnaissance des conflits entre les intérêts des hommes. La fameuse main invisible supprime l'idée même de l'arme économique. D'autre part, l'Etat joue un rôle essentiel, en ce sens que maître de la violence, il est, en théorie au moins, le seul à utiliser les mécanismes économiques à des fins non exclusivement économiques. Ce qui revient à dire, enfin, que les théories de l'arme économique ne se limitent pas à une réflexion purement économique, mais elles élargissent leur champ d'investigation sociale à l'ensemble de la réalité sociale.

III - LA MONNAIE, COMME RECEPTACLE PRIVILEGIE DES ACTIONS HUMAINES

Plusieurs théories économiques ont mis l'accent sur la monnaie. Si les mercantilistes, par exemple, considéraient déjà la neutralité de la monnaie, ils n'en croyaient pas moins que les métaux précieux étaient aussi la richesse elle-même. En d'autres termes, pour satisfaire la puissance du Prince, il fallait être riche et posséder de l'or, instrument monétaire par excellence. D'autres études ont souligné l'importance de la monnaie comme facteur de puissance politique. Cependant, la conception de la monnaie comme réceptacle de la violence inhérente à l'homme est une analyse très moderne de l'importance à accorder aux phénomènes monétaires.

A - La possession de monnaie, condition de la puissance

Les théories mercantilistes soulignent la nécessité d'un Etat économiquement fort et unifié autour du Prince. Elles identifient la richesse à l'accumulation des métaux précieux et elles recommandent une politique d'autarcie économique. Cette attitude permet d'accumuler les moyens de la guerre. La monnaie-or est un moyen d'accumulation et une nécessité pour la constitution du trésor de guerre. L'indépendance économique traduit la volonté de se suffire à soi-même pour mieux dominer les autres. L'objectif fondamental de l'activité des hommes n'est pas dans la recherche du bien-être, mais dans le développement de la puissance du Prince. Les mercantilistes ne recherchent pas l'optimum économique, surtout si celui-ci conduit un Etat voisin à accroître son pouvoir. L'économie est un champ privilégié d'affrontements. La puissance de l'Etat est relative, elle dépend non seulement de sa propre richesse mais aussi de celle des voisins. La défense d'un pays passe par la faiblesse des autres Princes. Il est donc préférable de choisir la situation qui accroît l'avantage comparatif du Prince par rapport à celle d'un avantage absolu inférieur à celui de son concurrent. En outre, la défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse est un moyen parmi d'autres de s'enrichir. La richesse et le pouvoir de l'Etat impliquent la permanence d'une guerre économique internationale. Notamment, les mercantilistes recommandent aux pays riches d'accroître leurs dépenses militaires et les menaces qu'ils exercent sur leurs voisins plus pauvres, de façon à ce que ceux-ci, lancés dans une course aux armements épuisante, soient une proie facile sans même l'intervention des forces militaires. Cette conception de la puissance est très moderne. Elle sera d'ailleurs reprise et précisée par List, pour lequel la puissance et la richesse nationales vont de pair, car la puissance est le plus sûr garant de la richesse à long terme. Si la coopération internationale est souhaitable, elle ne peut se réaliser que dans une situation de sécurité des Etats. Dans ce contexte, l'économie dans son ensemble est un instrument du pouvoir du Prince et la possession de la monnaie (ou l'or) est une condition sine qua non de la richesse. C'est une arme essentielle qui favorise la constitution d'un trésor de guerre et qui accroît le pouvoir du Prince. La monnaie internationale est une arme.

De nombreuses théories de défense ont développé l'idée qui consiste à favoriser une course aux armements susceptible d'épuiser l'économie nationale de son adversaire. Les pays rivaux subissent une restriction de leur bien-être, mais l'action est menée pour faire en sorte que le pays attaqué subisse des dommages supérieurs au pays attaquant. Ces analyses soulignent l'existence de l'arme économique dans laquelle la monnaie joue un rôle de réservoir ou de carburant. Cependant, la monnaie n'est pas le centre même de la violence.

B - La violence de la monnaie

La monnaie précède l'économie marchande et la fonde. Pour Attali, il y a trois grandes logiques d'intégration sociale, l'ordre rituel, l'ordre impérial (ou politique) et l'ordre marchand, avec respectivement la souveraineté du sacrifice, de la loi et de la monnaie. Pour Aglietta et Orléan, le désir (ou la tension vers un objet) est le premier rapport social, avant la valeur, la marchandise ou la monnaie. Ce n'est pas un désir d'avoir, c'est un désir d'être. L'autre est à la fois le modèle et le rival. Destructrice au niveau des individus, la violence est fondatrice des sociétés.

1) Les formes de violence

- La violence irréductible ou essentielle caractérise la rivalité mimétique, issue du désir, entre le sujet et le rival. Plus B convoite l'objet, plus ce dernier est convoité par A, ce qui constitue l'obstacle majeur à l'échange. La première forme de valeur F1 est la violence essentielle qui confronte le sujet et le rival sur l'objet. C'est l'illusion du rapport du troc. C'est le siège de la violence irréductible, la plus difficile à admettre par l'humanisme occidental. C'est la confusion des doubles.

- La violence réciproque ou généralisée, l'échange entre individus d'une société évite le chaos. Chaque objet est tour à tour équivalent général. Le désir est une quête sans fin qui prend chaque marchandise possédée par autrui comme équivalent. Il s'ensuit un processus de contagion du rapport élémentaire sujet-objet-rival. Aucune cohérence ne peut exister entre les chaînes de relations éphémères. La généralisation de l'échange aboutit à l'élimination de la polarisation d'un désir sur un objet. C'est une médiation de la violence, qui ne l'évacue pourtant pas. La forme F2 est une forme de crise car la concurrence des sujets rivaux conduit à l'impossibilité de mise en place d'une base d'évaluation des objets à échanger. La valeur d'échange ne peut apparaître que dans la valeur d'usage d'autrui. Il est donc impossible de se mettre d'accord.

- La violence est fondatrice de l'ordre social. La violence fondatrice F3 fait que par un retournement unanime, la violence sacrifie arbitrairement un objet de consommation pour les membres de la communauté. Cet objet est transcendant par rapport aux relations concurrentielles. La monnaie est choisie pour cimenter une société en concentrant la violence sur elle. La loi est souveraine dans l'ordre

politique, la monnaie est souveraine dans l'ordre marchand caractérisé par la constitution d'immenses trésors privés. La monnaie est exclue des valeurs d'usage, elle est reconnue comme équivalent général et elle est donc recherchée pour elle-même. La relation créancier-monnaie-débiteur exprime le maintien de la violence dans l'ordre marchand, mais l'institution de la monnaie est bien le moment décisif du processus de socialisation. Le désir mimétique devient désir de propriété. La légitimité de la monnaie dépend de la violence unanime, la monnaie est la médiation de tous les transferts de propriété.

2) Les fonctions de la monnaie

Comme unité de compte, elle définit un langage commun, celui des propriétaires de marchandises. Elle est dérivée de F3. Chaque sujet privé peut alors se définir par un montant annoncé d'unités de compte.

Comme unité de circulation, elle médiatise le retour de F3 sur F1. C'est le développement réglé de la contradiction définie par le trinome sujet-objet-rival. La forme F1 est transformée par l'intervention médiatrice de la monnaie. Elle réduit la violence des rapports antisymétriques. La violence essentielle se transforme alors en violence monétaire. Cette fonction est vitale pour la société marchande.

Comme unité de réserve, elle se définit comme un retour de F3 sur F2. Régulatrice des droits de propriété et facteur essentiel de la circulation marchande, la monnaie n'a aucune garantie marchande. C'est l'unanimité qui fait respecter l'ordre dans un ensemble d'équivalents partiels. Le lien social de la monnaie ne supprime pas la violence, qui vient se loger dans l'institution monétaire avec l'appropriation privée de la monnaie.

Toute créance n'a de valeur que par la qualité du débiteur. Le système monétaire hiérarchisé résulte d'un compromis entre le système homogène (banque centrale) et le système fractionné (créances privées qui matérialisent les relations entre créanciers et débiteurs). La Banque Centrale réalise en arbitrage difficile entre les intérêts antagoniques des débiteurs et des créanciers. En situation d'hyperinflation, la monnaie accumulée par les créanciers ne leur permet pas d'accroître leurs droits de propriété sur les débiteurs, ce qui se traduit par une défiance à l'égard de la banque centrale et provoque la crise inflationniste.

3) La place de la monnaie dans les rapports marchands

La monnaie est le premier lien social dans une société marchande. Il faut développer une théorie qualitative de la monnaie. Aglietta et Orléan proposent une réinterprétation de la théorie marxienne de la marchandise et de la monnaie qui évite les déficiences de la valeur-travail. Généralement, l'échange monétaire est posé d'emblée comme la forme unique de l'échange économique. Cette analyse structuraliste aboutit à une impasse, car les institutions ne sont pas des immuables. La violence irréductible acquisitive, c'est-à-dire détournée sur des objets, est la base de la société marchande. Il faut

substituer le primat du sujet rationnel par l'hypothèse de la violence sociale.

Considérant que la violence de l'histoire est toute entière alimentée par des antagonismes de la division du travail, le marxisme pense trouver remède dans la socialisation des forces productives inhérentes au progrès technique. Aucune économie ne peut exister en dehors d'institutions, la monnaie étant la première de ces institutions. Celles-ci, selon Girard, sont issues de la violence du désir humain et leur action normalisatrice sur ce désir provient de leur extériorité vis à vis de désirs antagoniques. Elles obtiennent la souveraineté. Dans les conceptions traditionnelles, l'individuel et le social sont unis, car le premier s'est fondu dans le second. Par la médiation de la monnaie, les sujets entretiennent des rapports avec le social en tant qu'institution.

On ne peut comprendre le rôle que joue la monnaie dans la cohésion de la société qu'en menant une réflexion approfondie de la souveraineté. Elle ne procède pas d'une ontologie mais d'une topologie, elle est fragile. A l'origine de l'ordre social est la rivalité mimétique. Le désir est le rapport humain fondamental. L'avoir est une metonymie de l'être. L'accaparement devient forme du désir car il est impliqué dans la rivalité mimétique. Le rapport élémentaire sujet-objet-rival, c'est le rapport défini par Marx comme la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, le fait d'être à la fois modèle et obstacle. Le rapport monétaire ne supprime pas la violence mimétique, mais elle lui donne une expression sociale. L'ordre monétaire est donc fondamentalement instable. L'institution monétaire gère les conflits, mais elle reproduit en même temps les forces violentes capables de la détruire. Il n'existe pas de forme absolue de régulation, il n'existe que des formes transitoires. Le triangle mimétique fondateur sujet-objet-rival devient système homogène (F3) - système hiérarchisé (banques centrales) - système fractionné (système financier décentralisé). La monnaie plonge toute la société marchande dans l'univers homogène des nombres, la norme de solvabilité étant essentielle ainsi que le consensus communautaire sur l'objet élu comme monnaie. Le problème est de savoir comment le système peut gérer ces intenses conflits d'intérêt.

Dans le système homogène, le financement est assuré exclusivement et directement par l'institut central. La masse monétaire globale mesure exactement à un moment donné l'ensemble des déficits des agents déficitaires. Le système homogène soustrait l'offre de moyens de financement aux rivalités privées, en faisant écran entre le créancier et le débiteur. Cependant le signe social ne supprime pas le conflit, elle le transforme, avec comme enjeu la propriété sociale. La monnaie homogène est incapable pourtant de permettre la circulation des droits de propriété, lorsque la rivalité fait éclater la transcendance de l'institution monétaire. Il n'offre aucune médiation à la violence, il la centralise et la concentre. Les titres doivent être négociables et ils doivent faire l'objet d'une évaluation collective. Cette procédure d'évaluation à laquelle conduit le système fractionné est appelée marché financier privé, qui fait surgir le dilemme entre la liquidité et l'immobilisation des risques.

Le système hiérarchisé permet à une monnaie hiérarchiquement supérieure d'assurer la convertibilité des monnaies secondaires en les réduisant toutes à un dénominateur commun. L'Etat offre sa garantie.

4) Les crises monétaires

La crise est le moment où les agents cherchent à se préserver des effets de la violence et essaient d'utiliser des formes de garantie. La qualité de la signature - c'est-à-dire, la croyance qu'ont les autres dans la capacité d'honorer les dettes émises ou prises en charge - devient l'instrument d'un pouvoir privé. Les relations de l'ordre monétaire n'ont de vertu que dans la mesure où on ne les éprouve pas systématiquement. La crise libère le désir de richesse et exacerbe les luttes sociales. Dès que la confiance disparaît, la légitimité de l'ordre monétaire est remise en cause et la crise de la richesse devient un phénomène social.

L'inflation résulte de la comparaison de sa situation avec celle d'autrui. L'illusion monétaire n'est possible qu'un temps, elle aboutit à l'indexation. La fonction de réserve de la monnaie est alors en crise et ceci conduit à la spéculation, qui est le produit irréductible de l'opacité inhérente à la structure marchande. L'inflation exprime la résistance du modèle central à la restructuration des pouvoirs économiques. Les intérêts privés dominants tentent d'assurer la reproduction du système par une monétisation exacerbée de leurs déficits et une socialisation de leurs pertes.

L'ordre monétaire est mortel. L'organisation monétaire et ses règles ne sont pas immuables, ce sont des instruments de la conquête du pouvoir. Les règles sont détournées par l'innovation financière et la Banque Centrale doit à tout moment affirmer sa supériorité. La politique monétaire consiste à provoquer des tensions financières capables d'engendrer un retournement unanime des comportements avant les points d'irréversibilité. Les innovations financières ont provoqué des changements structurels dans la stratification hiérarchique des actifs financiers, sans remettre en cause la confiance dans la monnaie centrale. Lorsque les anticipations d'inflation future sont suffisamment virulentes pour engendrer une élévation brutale des taux d'intérêt, une accélération de l'inflation est possible sans augmentation concomitante ou préalable de la masse monétaire. Si la définition de la masse monétaire dépend des innovations financières et si son évolution répond à des stratégies de conservation de la valeur des patrimoines sans rapports directs avec l'activité économique, l'élargissement de l'agrégat augmente l'hétérogénéité et l'incertitude de sa prévision quantitative et donc de l'efficacité de son action.

La dévalorisation du capital est un processus irréversible par lequel la contrainte monétaire s'affirme en modifiant les valeurs globales et la composition des patrimoines, en recomposant la propriété marchande par les opérations de concentration du capital, en changeant les rythmes d'accumulation relatifs des branches. Il y a monétisation des pertes et diffusion de la dévalorisation par l'inflation. Par exemple, le système financier américain est la plus formidable machine d'expansion inflationniste qui ait jamais été construite. La désintermédiation aux

Etats-Unis a été liée à la guerre internationale des taux d'intérêt résultant du développement d'un marché monétaire international en dollars dans un contexte de croissance mondiale inflationniste.

La monnaie est au centre de la violence. Elle est à la fois objet et sujet de guerre. Mais ce n'est pas vraiment une arme, mais plutôt le moyen de mettre en place l'ordre marchand.

Bibliographie

- Aglietta, M. Orlean, A. (1982), *La violence de la monnaie*, PUF. Paris.
- Bourguinat, H. (1982), *Marché des changes et crises des monnaies*. Calmann Levy, Paris.
- Bourguinat, H. (1985), *L'économie mondiale à découvert*, Calmann Levy, Paris.
- Bourguinat, H., Mistral, J. (1986), *La crise de l'endettement international*, Economica.
- Bourguinat, H. (1987), *Les vertiges de la finance internationale*, Economica.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement, un pari difficile, Stratégique*, FEDN, Les Sept Epées, Paris.
- Denizet, J. (1985), *Le dollar*, Fayard, Paris.
- Fontanel, J. (1979). *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente, 1979.
- Fontanel, J. (1981) *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte. Paris
- Fontanel, J., Colas, P. (1984), *Le COCOM*, in "Aspects de la Sécurité Internationale". *Cahiers du CEDSI n° 5*, Grenoble, 1984
- Fontanel, J., Smith, R. (1985) *L'effort économique de défense, Arès ; Défense et sécurité, n° Spécial*.
- Levy-Garboua & Maarek (1985), *La dette, le boom, la crise*. Atlas Economica, Paris.
- Pascallon, P. (1982), *Le système monétaire international*, Editions de l'Épargne.
- Perroux, F. (1973), *Pouvoir et économie*, Dunod, Paris.
- Perroux, F. (1975), *Pouvoir et économie généralisée*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Sandretto, R. (1987), *Le pouvoir et la monnaie*, Economica.